ASSEMBLÉE NATIONALE

12 février 2020

INSTITUTION D'UN SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE - (N° 2623)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 445

présenté par

Mme Dalloz, Mme Louwagie, Mme Valentin, M. Vatin, M. Pauget, Mme Valérie Boyer, Mme Corneloup, M. Masson, M. Breton, M. Cordier, M. Hetzel, M. Pierre-Henri Dumont, M. Sermier, M. Kamardine, M. Lurton, M. Viry, M. Bony, Mme Bazin-Malgras, Mme Anthoine, M. Straumann, Mme Beauvais, M. Bazin, M. Le Fur, M. Brun, Mme Kuster, M. Schellenberger, Mme Poletti, M. Reiss, M. Aubert et M. Perrut

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 65, insérer l'article suivant:**

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, un rapport exhaustif sur la mise en œuvre de la prise en compte des interruptions de carrière.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 42 prévoit que le système universel, à travers un mécanisme dit « de points de solidarité », prenne en compte les aléas de carrière ou de la vie (congé maternité, périodes d'invalidité, périodes de chômage) qui conduisent à des périodes d'interruption d'activités involontaires.

Cet amendement invite le Gouvernement, en amont de la loi de financement de la sécurité sociale, à faire un rapport exhaustif au Parlement sur la mise en œuvre des mécanismes de solidarité permettant de compenser les interruptions de carrière.